



PARTI
OUVRIER-PROGRESSIF

PROGRAMME

PRIX 10 CENTS

114416

P. E. Bolté

PROGRAMME DU PARTI OUVRIER-PROGRESSIF

Nore démocratie canadienne se trouve aujourd'hui devant l'épreuve la plus sévère de son existence: la lutte pour la Victoire sur le Fascisme esclavagiste. Les travailleurs du Canada s'organisent, mobilisent leurs forces, afin d'assurer l'obtention de la Victoire populaire.

Tout patriote canadien veut que son pays soit grand et fort. La puissance de notre démocratie dépend de la participation entière de tous nos citoyens à la conduite de la Guerre du Peuple. Les travailleurs ont le devoir solennel de contribuer au maximum à l'effort de guerre national, ainsi qu'à la solution des problèmes qui se présenteront quand la Victoire sera gagnée.

Vu que la classe ouvrière est le champion le plus résolu des véritables intérêts de la nation, et le facteur principal dans la lutte pour le progrès social, le Parti Ouvrier-Progressif s'établit comme parti de la classe ouvrière canadienne, dédié à la cause démocratique et nationale, et à la réalisation finale de l'émancipation socialiste qui bannira à tout jamais les fléaux de l'insécurité, de l'oppression de la misère et de la guerre.

La classe ouvrière canadienne, dont la taille et l'influence grandissent au cours de la Guerre du Peuple, porte haut la bannière de notre fière tradition de lutte démocratique.

Il y a un siècle, les Patriotes du Bas-Canada et les Réformateurs du Haut se donnèrent la

main dans la lutte commune contre un despotisme réactionnaire. En 1848, le peuple canadien, obtint par sa lutte le Gouvernement responsable et la reconnaissance des droits canadiens français.

Aujourd'hui les travailleurs canadiens, dans les forces armées, aux usines, aux champs et dans les mines luttent et peinent pour défendre les libertés nationales du Canada.

Vers 1872 les ouvriers canadiens gagnèrent par une lutte historique le droit de former des unions pour protéger leurs intérêts. Aujourd'hui, les travailleurs combattent pour défendre ce droit là, ainsi que nos autres libertés, contre l'hitlérisme, destructeur de toute liberté.

Nous, Canadiens qui croyons aux principes du Socialisme scientifique, nous ne pouvons contribuer de façon plus efficace à cette grande lutte démocratique que si nous sommes organisés en un Parti politique, à travers lequel nous pourrions exprimer collectivement nos opinions et prendre part à la formulation de la politique nationale.

A cette fin le Parti Ouvrier-Progressif est maintenant établi.

Le Parti Ouvrier-Progressif est établi comme Parti de la classe ouvrière Canadienne, de tous ceux qui dépendent pour vivre de la vente de leur force de travail, soit manuelle soit intellectuelle. Le Parti se dédie à la réalisation du Socialisme, à l'extension de notre démocratie par la possession sociale des grands moyens de production et de distri-

bution, l'abolition des divisions de classe et de toute exploitation de l'homme par l'homme.

Il se base sur le principe des intérêts politiques communs de la classe ouvrière industrielle et des fermiers. Il accueille dans ses rangs tous ceux qui sont d'accord avec son programme et qui sont prêts à participer activement à son travail même s'ils appartiennent à une autre classe que la classe ouvrière.

Le Parti est dédié à la défense de notre sécurité nationale, au maintien et au raffermissement de nos institutions démocratiques, à l'amitié de notre pays et des autres peuples épris de liberté, à la solidarité démocratique du Canada français et du Canada anglais.

Il reprend les grandes traditions qui ont été celles des sections les plus conscientes et militantes du Mouvement ouvrier canadien. Sa philosophie est celle du Socialisme scientifique, du Marxisme qui résume à la fois les lois du développement social et l'expérience concentrée de toutes les luttes passées de l'humanité contre l'oppression.

Le Parti Ouvrier-Progressif n'a aucun intérêt à part des intérêts généraux de la classe ouvrière, qui sont inséparables de l'intérêt de la nation toute entière. Luttant à chaque étape du développement historique, à l'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti défend les intérêts immédiats du peuple travailleur; et ce faisant, il défend également leurs intérêts futurs.

Le Parti Ouvrier-Progressif se dédie à la grande tâche qui consiste à éduquer et organiser les travailleurs, cultivateurs et classes

moyennes du Canada, au cours d'une lutte conséquente en faveur de la démocratie, jusqu'à ce que la majorité du peuple canadien vienne, par sa propre décision, à l'établissement du Socialisme.

1. LE CANADA DANS LA GUERRE POUR LA LIBERTE NATIONALE

La guerre présente, en faveur de la liberté nationale, pour le droit des nations de disposer d'elles-mêmes, pour la défaite du Fascisme, doit être menée jusqu'à une conclusion définitive. Seule la destruction totale de l'Axe et de ses satellites pourra libérer le Canada de la menace de l'asservissement, et lui permettre de réaliser son destin dans des conditions de paix. L'obtention de la victoire sur le Fascisme dépasse par son importance toute autre tâche de la classe ouvrière aujourd'hui.

Cette guerre juste a pour enjeu la défense de notre patrie contre un ennemi fasciste qui veut la subjuguer sous une tyrannie étrangère.

Toutes les classes, tous les groupements au pays ont à la défaite de l'Axe un intérêt commun. A cette fin le Parti Ouvrier-Progressif lutte pour l'unité nationale véritable. En même temps, il adopte au sujet des propositions qui mettraient en danger ou qui retarderaient la victoire finale, une position intransigeante.

Le Parti Ouvrier-Progressif fait appel à tous ses amis et adhérents, pour qu'ils décu-

plent leurs efforts en vue de l'écrasement de l'ennemi fasciste.

L'UNITE NATIONALE POUR LA VICTOIRE

Les travailleurs, cultivateurs et gens des classes moyennes ont prouvé par leurs actes qu'ils sont prêts à consentir des sacrifices, à donner leur vie même, pour la Liberté. Aux champs de bataille, sur la mer, dans les airs, aux usines de guerre et aux champs, ils ont fait preuve de leur détermination d'écraser les tyrans de l'Axe, de défendre nos libertés nationales, et de libérer les nations assujetties par le Fascisme.

Au cours de cette guerre le peuple canadien a démontré sa volonté de lutte et ses capacités créatrices.

Le Parti Ouvrier-Progressif s'efforce de renforcer l'unité nationale et la puissance combattive du Canada, pour la Victoire dans guerre, la Prospérité dans la Paix. Il souligne l'intérêt démocratique qu'a tout Canadien, français, anglais, ou autre, Catholique ou Protestant, ouvrier, fermier ou professionnel, au maintien des institutions populaires.

Le Parti Ouvrier-Progressif lutte pour réaliser l'unité de toutes les classes, des gens de toute croyance, contre l'ennemi commun — l'Axe fasciste.

Le Parti Ouvrier-Progressif lutte en faveur de l'adoption par le peuple et par le gouvernement d'une politique fondée sur les exigences suprêmes de la guerre libératrice. Son mot d'ordre est : *"Tout pour les Fronts de Bataille! Tout pour la Victoire!"*

Il appuie toute mesure des Gouvernements fédéral, provincial, municipal qui sert à renforcer l'effort de guerre.

Il préconise un système de service sélectif national obligatoire, basé sur le principe de l'utilisation de chaque citoyen, homme, femme ou jeune personne, à la tâche où il servira le mieux la Patrie en danger.

Il lutte en faveur de la reconnaissance du rôle joué par les travailleurs et cultivateurs dans la guerre actuelle, et pour l'inclusion de cette reconnaissance dans les nouvelles lois et codes qui établissent les droits des ouvriers et cultivateurs comme faisant partie des statuts du Canada.

Il préconise l'établissement de comités conjoints de production dans les industries, et des comités semblables dans l'agriculture. Il lutte pour la réalisation d'une production de guerre maximum. Il lutte pour maintenir la paix industrielle dans l'intérêt de la Victoire.

Il préconise l'adoption d'un système de services sociaux qui permettra à un plus grand nombre de Canadiens, et aux femmes surtout, de participer aux travaux de guerre. Il défend le principe de salaire égal à travail égal.

Le Parti Ouvrier-Progressif propose des mesures scientifiques destinées à nous éviter les maux de l'inflation. Il croit fermement que le relèvement des salaires inadéquats n'entraînerait pas l'inflation, mais servirait au contraire à faire participer de larges couches de la population plus complètement et d'une façon plus productive aux travaux de guerre. Le Parti Ouvrier-Progressif est en faveur du maintien rigide du contrôle

des prix, un système élargi de rationnement de tous les produits essentiels, de sorte que tous les produits de consommation disponibles soient répartis de façon équitable, dans l'intérêt d'un maximum d'efficacité.

Le Parti Ouvrier-Progressif avertit le pays du danger que représentent certains éléments qui, animés de motifs égoïstes et anti-canadiens, essaient d'entraver la victoire finale sur l'Axis, en mettant au-dessus de l'intérêt de la nation leurs propres intérêts de classe. Ce sont ces éléments là qui se sont opposés à l'élargissement de la démocratie par les conventions collectives et le relèvement des salaires inadéquats; et qui ont entravé l'adoption des réformes nécessaires à l'unité nationale. De même, dans le domaine de la politique extérieure de temps de guerre, ces éléments mettent en péril la victoire décisive sur l'Axis fasciste; ils s'opposent de façon systématique à une collaboration complète avec l'U.R.S.S., ils favorisent une paix négociée avec l'ennemi, afin de barrer le chemin à la marche des forces populaires en Europe; et ils envisagent un monde d'après-guerre d'où sera banni le principe des relations amicales et pacifiques entre nations libres et indépendantes. Ces éléments minent les bases de la démocratie aujourd'hui, et compromettent notre avenir. Le Parti Ouvrier-Progressif met en garde tous les Canadiens et surtout les travailleurs, contre ces Quislings. Il fait appel au peuple pour qu'il se rallie à la défense des principes de l'unité nationale, de la lutte anti-fasciste, et de la Charte de l'Atlantique.

LE CANADA-FRANCAIS ET L'UNITE NATIONALE

La question centrale dans le problème de l'unité nationale est celle de l'amitié de nos deux peuples, l'unité des Canadiens-français et des Canadiens de langue anglaise.

Le grand mouvement du Travail organisé qui a surgi au Québec doit donner une directive politique claire et vigoureuse au sentiment anti-trustard et anti-impérialiste des masses populaires du Québec, les orientant vers la Victoire populaire, vers la réalisation entière de leurs aspirations nationales et démocratiques par l'écrasement du Fascisme.

De même que l'égalité politique fut gagnée au Canada français par la lutte commune des Réformateurs et des Patriotes d'il y a cent ans, de même aujourd'hui la sauve-garde de nos libertés populaires communes et des droits canadiens-français est la tâche conjointe des patriotes épris de liberté au Canada français comme au Canada anglais.

La désunion et la méfiance nationales entravent la mobilisation totale du pays pour la victoire, et l'adoption à l'échelle nationale de mesures de sécurité sociale. Elles mettent en danger à la fois l'effort de guerre et la perspective du progrès démocratique dans l'après-guerre.

Le noeud de ce problème se trouve dans la persistance de conditions d'inégalité nationale au Canada français: salaires inférieurs à ceux payés au Canada anglais, conditions de santé, de culture et d'enseignement inférieurs, reconnaissance incomplète des

droits linguistiques aux services armés. Ces conditions d'inégalité nationale proviennent d'un siècle de maintien de restrictions féodales dans le Québec, et d'une politique gouvernementale qui a cherché à garder le Québec comme une zone d'exploitation particulièrement profitable.

Le Parti Ouvrier-Progressif prend carrément position en faveur de l'égalité nationale complète des Canadiens-français. Il exige des gouvernements provincial et fédéral l'adoption de mesures immédiates destinées à corriger les griefs nombreux du peuple canadien-français. Il a lutté pour faire établir des garanties spécifiques, constitutionnelles, des droits linguistiques des Canadiens-français. Il travaille pour gagner l'appui du Canada anglais en faveur de l'égalité nationale complète du Canada français, comme une responsabilité commune de tous les Canadiens, et la clef de l'unité nationale réelle et durable.

Au Canada français le Parti travaillera spécialement pour cimenter l'unité démocratique des Canadiens-français avec les Canadiens d'autres nationalités, unité qui est décisive pour tout progrès futur dans Québec, en Acadie, et dans le Canada tout entier.

Notre Parti se dédie à la lutte inlassable contre la menace du Fascisme au Québec. Il aide à construire le mouvement ouvrier, rempart de l'unité nationale et de la démocratie; et lutte pour établir une large alliance libérale-ouvrière contre les forces fascistes et corporatistes du Bloc populaire et de Duplessis.

LE CANADA DANS L'ALLIANCE DES NATIONS UNIES

Les Nations Unies constituent une alliance mondiale pour la destruction de l'Axe fasciste. Cette alliance est en même temps le précurseur d'un système de sécurité collective en accord avec la charte de l'Atlantique. La collaboration amicale des peuples et des gouvernements des grandes puissances démocratiques, — les Etats-Unis, le Commonwealth britannique, l'U.R.S.S., et la Chine est indispensable à la réalisation de ces buts.

Le Canada est aujourd'hui une puissance militaire, aérienne et navale — la quatrième parmi les Nations Unies. Sa contribution à l'effort militaire commun a été immense.

Le Canada est une puissance à la fois atlantique et pacifique. Pour cette raison elle constitue une chaîne de liaison entre l'Europe d'une part, et la Chine et l'Inde renaissantes d'autre part. Le Canada est destiné à jouer un rôle nouveau dans les affaires mondiales après la défaite du Japon.

Le déplacement des centres de gravité géographique place le Canada à une nouvelle croisée des chemins. Faisant partie, par son histoire, du Commonwealth britannique, le Canada est voisin à la fois des Etats Unis et de l'U.R.S.S.

Elle est capable d'agir comme facteur d'unité parmi les peuples de ces grands pays. Notre politique de guerre et de paix doit promouvoir cette grande tâche de collaboration amicale, dont dépend notre sécurité future.

Le Canada doit donc jouer dans les affaires mondiales un rôle proportionné à sa taille. Sa position dans le Commonwealth britannique doit être utilisée en faveur de l'unité durable des Nations Unies et de la sécurité collective contre toute agression future.

Le Parti Ouvrier-Progressif appuie de toutes ses forces la lutte des Nations Unies pour la victoire sur l'Axe, lutte à laquelle elle subordonne tous les autres problèmes et tâches immédiates.

2. POUR LE PROGRES DEMOCRATIQUE DANS L'APRES-GUERRE

Après la défaite de l'Axe, le Canada entrera dans la période critique de l'après-guerre. De la guerre du peuple doit sortir la victoire populaire. Cette victoire signifiera la suppression de la menace de domination fasciste et de toutes menaces renouvelées de conflit international. Cette victoire permettra à notre peuple de concentrer son attention sur l'oeuvre de reconstruction canadienne.

POUR LA PAIX MONDIALE

Nous allons pouvoir fonder un nouveau système de collaboration internationale basé sur les principes de la Charte de l'Atlantique. Cette Charte garantit le droit de chaque peuple d'arranger ses affaires, libre de toute intervention extérieure. Elle répudie l'accaparement du territoire d'une nation par une autre nation. Si un tel système de collabo-

ration n'est pas établi le monde sera menacé d'une nouvelle guerre horrible et catastrophique.

Les Canadiens détestent le pillage et l'oppression. Ils veulent vivre en paix avec les autres peuples. Ils sympathisent avec le désir ardent des peuples hindous et coloniaux de s'affranchir. Ils désirent la collaboration pacifique des états capitalistes avec l'U.R.S.S. et avec tout autre peuple qui décidera d'établir une économie et un état socialistes.

De même, les Canadiens s'opposent à toute nation qui veuille conquérir ou asservir d'autres nations.

Seule l'alliance durable des pays réunis dans les Nations Unies pourra garantir l'existence d'un monde d'après-guerre où règnera la paix.

Le Parti Ouvrier-Progressif affirme son support de la Charte de l'Atlantique. Elle devra s'appliquer à toutes les Nations, y compris les colonies. L'application de cette Charte exige la pleine application du principe du droit des nations de disposer d'elles-mêmes, et l'abolition de toute forme d'oppression nationale et d'exploitation coloniale. Le Parti avertit le peuple canadien que nous pouvons assurer la paix à nos enfants seulement en appliquant dans la vie ces principes de moralité internationale. Il faudra la vigilance et la pression unie du mouvement ouvrier du Canada et de tous les pays pour mettre en échec les complots réactionnaires des ennemis de la paix.

Le règlement pacifique de tout différend, les rapports de commerce mutuellement

avantageux, l'unité contre les agresseurs et l'acceptation d'un rôle actif et indépendant dans la coalition des Nations Unies—telles sont les bases d'une politique étrangère correspondant aux vrais intérêts du peuple canadien.

POUR LE PROGRES ET LA PROSPERITE CHEZ-NOUS

Les Canadiens qui travaillent, se battent et meurent dans cette guerre du peuple, sont bien décidés à établir chez-nous le règne des Quatre Libertés. Ils combattent pour abolir la misère et la crainte. Ils combattent pour la liberté de parole et de conscience.

Le Parti Ouvrier-Progressif déclare qu'il faut établir dès maintenant les mesures gouvernementales qui permettront au pays de faire la transition la plus facile et la plus rapide aux conditions de paix.

L'unité anti-fasciste du peuple canadien reflète le détermination que les fléaux de la misère, du chômage et de l'insécurité ne doivent pas revenir en notre pays. Le Parti Ouvrier-Progressif s'associe pleinement à cette détermination. Il prévient le peuple qu'il va falloir s'unir autour de propositions concrètes pour réaliser ces buts démocratiques. Nous faisons appel à tous les Canadiens pour qu'ils s'unissent à l'appui des réformes suivantes:

1. Responsabilité fédérale de fournir du travail et un salaire adéquat à tous les Canadiens.
2. Provisions adéquates de rétablissement

civil des membres des forces armées, comprenant :

- a. L'opportunité d'entraînement dans le métier choisi par les membres des forces armées.
- b. Maintien du salaire et des allocations des dépendants jusqu'à obtention d'un emploi payé au taux régulier.
- c. Pensions généreuses pour les mutilés ou les invalides; allocations adéquates aux dépendants de ceux qui ont donné leur vie dans la guerre du peuple.

3. Sécurité sociale, meilleures conditions de santé et plus d'éducation pour tous les Canadiens.

4. Opération à plein rendement de l'industrie et de l'agriculture pour satisfaire les besoins de temps de paix. Une politique gouvernementale fédérale qui maintiendra le revenu des ouvriers, cultivateurs et gens des classes moyennes à leur niveau actuel.

5. Le développement du commerce canadien avec les autres pays et des crédits considérables, administrés démocratiquement, en faveur des pays ruinés ou appauvris par la guerre.

6. Mettre un frein aux monopoles et protéger les intérêts des petits commerçants et des cultivateurs.

Le Parti Ouvrier-Progressif fait appel à toutes les sections du mouvement ouvrier, à tous les Canadiens progressifs, pour qu'ils s'unissent pour exiger la mise en vigueur de toutes les mesures préliminaires nécessaires à la réalisation de ces réformes d'après-guerre.

Le progrès bien ordonné sera possible dans le Canada d'après-guerre dans la mesure où ces réformes seront adoptées, et mises en pratique.

3. LE MOUVEMENT OUVRIER CANADIEN

Le mouvement ouvrier canadien doit jouer pleinement son rôle de champion des véritables intérêts populaires. Le mouvement d'action politique indépendante qui surgit parmi les travailleurs et les cultivateurs au cours de la guerre du peuple doit être renforcé. Le mouvement ouvrier se trouve devant la perspective d'un accroissement de ses forces économiques et politiques qui lui permettront d'élire des majorités aux différents gouvernements — municipal, provincial et fédéral. On pourra établir des gouvernements d'ouvriers et de cultivateurs capables de guider la nation vers les réformes démocratiques de grande envergure qu'exige le peuple canadien.

Le Parti Ouvrier-Progressif salue le mouvement politique qui surgit dans le domaine du travail organisé et parmi les cultivateurs, et consacre ses énergies à l'édification et à l'unification de ce mouvement pour en faire une force dynamique et décisive dans la vie de la nation. Le mouvement populaire aura besoin pour réussir, de la plus haute capacité de maîtrise politique, d'esprit d'orientation et de "leadership".

La tâche essentielle du mouvement populaire et des gouvernements qu'il pourra élire,

consiste à faire adopter ces réformes que les trustards ont jusqu'ici réussi à empêcher. A travers la lutte pour ces réformes la conscience politique des masses ouvrières et fermières s'éveillera de plus en plus jusqu'à ce qu'elles en viennent à la grande décision de passer au Socialisme.

Les réformes indispensables réclamées par le peuple canadien peuvent être exprimées de la façon générale suivante:

Premièrement. Le maintien et l'extension de la production industrielle et agricole; une augmentation du pouvoir d'achat des masses canadiennes, une journée de travail plus courte; le ferme contrôle des profits, l'encouragement de l'agriculture canadienne au moyen de l'aide systématique de l'état pour la protection des cultivateurs.

Deuxièmement. La redistribution du revenu national par l'entremise d'un salaire minimum, la mise en force du salaire égal à travail égal pour tous les ouvriers; un système national d'assurance sociale; la pleine égalité économique pour le Canada-français, et un système de taxes graduées basé sur la capacité de payer.

Troisièmement. La solution des difficultés constitutionnelles qui furent utilisées pour nuire aux mesures de sécurité sociales pendant les années de crise et de dépression, par des amendements adoptés par le Parlement Canadien qui ouvriront la voie à l'action nationale, en coopération avec les provinces.

Quatrièmement. L'abolition, par les gouver-

nements provincial et fédéral des inégalités nationales dans le Québec.

Cinquièmement. Un programme de développement industriel des vastes territoires du nord du pays, et la conservation des ressources naturelles.

Le Parti Ouvrier-Progressif s'identifie avec la grande croisade progressive du peuple canadien pour obtenir ces grandes réformes démocratiques. Pour aider et accélérer le développement de ce mouvement populaire le Canada a besoin d'un mouvement ouvrier uni.

Le Parti Ouvrier-Progressif affirme que pour réaliser un mouvement ouvrier uni, le Canada doit posséder un seul parti unifié de la classe ouvrière, et un mouvement syndical unifié.

Tant que cette unité n'aura pas été réalisée le mouvement populaire est menacé d'un grand danger, et exposé à un déluge de réaction pour empêcher l'accomplissement de ces grandes réformes.

La lutte pour un parti uni de la classe ouvrière fait partie intégrante de la lutte pour unir tous les Canadiens progressifs en faveur d'un ordre social nouveau.

En se posant ces buts, le Parti Ouvrier-Progressif ne souffre d'aucune illusion quant à la difficulté de sa tâche. Il comprend que le problème de l'unité se posera sous des formes différentes aux différentes étapes de l'histoire. Mais quelles que soient les circonstances, le Parti luttera pour l'unité et fera tout en son pouvoir pour atteindre l'

unification du mouvement politique des travailleurs canadiens.

POUR L'UNITE D'ACTION AVEC LA C.C.F.

La C.C.F. est devenue une force majeure dans la vie politique du pays. Par conséquent l'unité d'action pour la victoire et pour les réformes d'après-guerre veut dire en pratique l'unité d'action avec la C.C.F.

Comme la section la plus consciente et la plus avancée de la classe ouvrière, le Parti Ouvrier-Progressif cherche à établir les relations les plus étroites avec les masses d'opinion socialiste qui font partie ou qui supportent la C.C.F. Il encourage l'action commune; aux usines, pour relever la production; dans le travail de construction des unions; dans toutes les activités sociales des localités; et dans tout choix de candidats unis dans les luttes électorales.

Une telle unité d'action est la question suprême devant le mouvement ouvrier à l'heure actuelle.

Les comités responsables du Parti Ouvrier-Progressif initient et encouragent la coopération entre le Parti Ouvrier-Progressif et la C.C.F. en vue de réaliser l'unité d'action pour les intérêts communs de la classe ouvrière au pays. Ils préconisent des discussions publiques en vue d'expliquer et de clarifier les questions politiques; ils croient fermement que les questions de principes socialistes, de politique ouvrière, de propositions faites de part et d'autre par les Communistes et la C.C.F. doivent être la pro-

priété commune du mouvement ouvrier tout entier.

De façon amicale, et en vue d'enlever les obstacles à l'unité d'action, le Parti Ouvrier-Progressif exprimera sa critique de la politique C.C.F. et combattra les tendances opportunistes. Dans le même état d'esprit, il accepte la critique honnête de sa propre politique et essaie d'en profiter.

Le Parti Ouvrier-Progressif souligne le fait que l'unité idéologique sera le produit éventuel et non pas le point de départ de l'unité d'action avec la C.C.F. Il travaillera sans relâche pour obtenir la coopération entre ces deux partis, pour la défense des intérêts quotidiens des travailleurs, cultivateurs et classes moyennes du Canada.

CONSTRUIRE ET UNIR LES UNIONS OUVRIERES

Le Parti Ouvrier-Progressif est dédié à la tâche qui consiste à organiser les travailleurs dans les unions ouvrières, principales organisations de base de la classe ouvrière. Dans cette guerre du peuple, qui a soulevé de nouveaux problèmes et responsabilités et qui a donné naissance à des unions plus fortes qu'à n'importe quelle autre époque de l'histoire canadienne, le mouvement syndical doit être renforcé et unifié.

Comme membres des unions ouvrières, les membres de ce Parti se soumettent au vote majoritaire de leurs unions et essaient de répandre les principes trade-unionistes. Ils s'opposent à l'organisation de groupes d'opposition à l'intérieur des syndicats, ou à

tout groupe qui essaie d'introduire un contrôle, une influence ou domination extérieure sur l'union.

Le Parti Ouvrier-Progressif préconise l'unité syndicale. Nous sommes en faveur de la coopération entre toutes les sections du mouvement syndical. Nous reconnaissons l'avantage de l'adoption éventuelle de la méthode d'organisation par industries, afin de mettre fin aux disputes de juridiction étant donné que la méthode d'organisation industrielle correspond à la structure de l'industrie et de la technique modernes.

Le Parti préconise l'unité syndicale, dans laquelle la F.A.T., le C.C.T., les Fraternités et toutes les unions authentiques, pourront coopérer pour le bien-être général des travailleurs canadiens. Il favorise l'unification éventuelle de tous ces organismes dans un Congrès canadien dans lequel toutes les unions agiront de concert tout en maintenant leurs affiliations internationales. En attendant, il favorise la coopération entre toutes les sections du mouvement syndical. Il reconnaît l'avantage de la fusion éventuelle des unions sur des bases industrielles, afin de liquider les disputes de juridiction d'une façon réaliste, correspondant à la structure de l'industrie moderne.

Pour que l'effort maximum des travailleurs soit dévoué à l'effort de guerre national, le Parti Ouvrier-Progressif demande aux unions de rester fidèles à leur engagement volontaire de ne pas recourir aux grèves en temps de guerre. Il prend une part active à la cam-

pagne en faveur d'un code ouvrier fédéral qui facilitera l'accomplissement de cet engagement, pour que la production de guerre ne souffre aucune interruption.

Le Parti Ouvrier-Progressif encourage la participation des unions à l'action ouvrière politique indépendante. Le mouvement syndical devrait servir de fondation à l'action parlementaire de la classe ouvrière. Il est du devoir des ouvriers conscients d'expliquer aux unions qu'elles ne peuvent assurer leur avenir qu'en participant activement aux luttes politiques de la classe ouvrière.

A cette fin, le Parti Ouvrier-Progressif proposera que les unions adoptent des résolutions appuyant des candidats ouvriers et fermiers, qu'elles collaborent avec d'autres unions en établissant des Comités de représentation politique ouvrière et qu'elles participent pleinement au développement de l'action politique ouvrière-fermière.

Le Parti Ouvrier-Progressif appuie tous les efforts faits en vue de réaliser une plus large unité syndicale à l'échelle internationale, et la création éventuelle d'un centre syndical international uni.

Le noyau de ce centre est déjà formé par les unions britanniques, américaines et soviétiques. Le Parti proposera la participation des Congrès des unions canadiennes au travail des comités déjà établis par les unions britanniques et soviétiques comme base de l'unité syndicale mondiale.

LES FEMMES CANADIENNES.

Le Parti Ouvrier-Progressif reconnaît que

d'importants changements se sont effectués dans la composition de la classe ouvrière canadienne, grâce surtout à l'inclusion dans l'industrie d'un grand nombre de femmes et de jeunes filles. La présente guerre a stimulé ce développement social progressif. L'organisation dans les unions de milliers de femmes et de jeunes filles leur a apporté plus d'indépendance économique, et a poussé dans l'activité ouvrière un grand nombre de Canadiennes que auparavant étaient inactives. Le Parti Ouvrier-Progressif salue ce développement et fera tout en son pouvoir pour encourager l'enrolement des femmes dans les unions ouvrières. Il revendique des mesures spéciales pour les amener dans les rangs du travail organisé. Il propose que l'on garantisse la continuité de l'emploi industriel des femmes dans l'après-guerre, et appuie les demandes particulières des ménagères.

La participation des femmes dans l'industrie relève leur niveau de conscience sociale et politique. Toute tentative de les exclure de l'industrie à l'avenir devra rencontrer l'opposition du mouvement ouvrier. La doctrine qui attribue aux hommes en exclusivité le droit de travailler dans l'industrie, qui limite la vie sociale de la femme à la besogne du foyer, est fausse et réactionnaire. Elle contredit les véritables intérêts politiques et économiques du peuple canadien, tout autant que la doctrine qui traite les femmes en "êtres inférieurs", en les condamnant à des salaires inférieurs et à un travail moins qualifié. Ces doctrines doivent être démasquées comme des efforts de la part de la

réaction pour empêcher l'avancement de la classe ouvrière.

Bien au contraire, le Canada n'atteindra sa pleine maturité que par la libre entrée des femmes dans l'industrie du pays. En même temps il est évident que l'on doit prêter une attention spéciale à leurs besoins particuliers. Dans le cas de l'ouvrière, la société doit se rendre responsable de la sauvegarde des enfants et du foyer pendant le travail de la mère, par l'établissement d'un système de crèches et de garderies, par le paiement d'allocations de maternité et par l'extension de facilités récréatives et éducatives gratuites.

LA JEUNESSE CANADIENNE

La démocratie canadienne est profondément endettée envers sa jeunesse qui a pris les armes pour défendre le peuple et le pays. La jeunesse joue également un rôle important dans la bataille de production industrielle et agricole du pays. Le Parti Ouvrier-Progressif supporte toutes les mesures qui contribuent à aider les efforts de la jeunesse canadienne d'aujourd'hui, et luttera pour faire reconnaître le rôle joué par la jeunesse. Le Parti lutte pour assurer que les sacrifices et le labeur des jeunes donnent naissance à un Canada plus puissant et plus heureux, qui sera leur héritage une fois la paix gagnée.

Au nom de la jeunesse canadienne, le Parti Ouvrier-Progressif propose l'extension du droit de vote à tous les citoyens de 18 ans et plus; l'entraînement technique gratuit; un système de bourses d'étude avec entretien

payé durant les cours; l'emploi garanti par l'état, et un salaire adéquat et égal à travail égal. De cette façon, le trésor le plus précieux du pays, sa jeunesse — aura les opportunités nécessaires pour la conquête de l'avenir du Canada.

Le Parti Ouvrier-Progressif luttera pour éveiller les mouvements ouvriers et fermiers à une pleine conscience de leur responsabilité envers la jeunesse canadienne. Par le travail public, par les activités de ses représentants publics et le travail de ses membres dans les unions, il s'engage à renforcer la solidarité politique et économique de la jeunesse canadienne avec le mouvement du peuple en général pour le progrès social.

Le Parti aidera tous les efforts qui se feront pour construire un mouvement de la jeunesse ouvrière et fermière, par lequel la jeunesse pourra organiser son éducation politique et ses activités publiques.

Le Parti reconnaît que la masse de la jeunesse canadienne trouvera la voie vers le socialisme pas ses propres moyens, et au moyen de méthodes sociales, éducatives et politiques qui seront créées par la jeunesse elle-même.

Le Parti Ouvrier-Progressif est un Parti de la jeunesse socialiste. Il prendra des mesures spéciales pour enrôler les jeunes socialistes canadiens dans ses rangs. Il déclare aux jeunes Canadiens que la réalisation de leurs aspirations réside dans un Canada Socialiste. Il demande à ses membres d'amener dans le Parti des milliers de jeunes

Canadiens qui voient dans le Socialisme le seul espoir pratique pour leur avenir. Il recommande à tous ses clubs et à tous ses comités de prendre des mesures spéciales pour aider la jeunesse dans son éducation politique dans l'esprit et les principes du Socialisme Scientifique.

LES CULTIVATEURS CANADIENS

La classe ouvrière canadienne doit avoir pour but de former une alliance avec la majorité des fermiers. C'est de cette manière seulement que la majorité de la population canadienne pourra marcher vers un ordre social nouveau. L'alliance de classe des ouvriers et des cultivateurs est fondée sur le rôle dirigeant de la classe ouvrière. La classe ouvrière par la nature même de l'industrie moderne, est rassemblée en grandes masses urbaines, organisées comme une classe par la structure de la production capitaliste. Etant complètement étrangère à la possession de propriété sociale, elle est exempte de divisions internes de classe. Les cultivateurs d'autre part sont des petits propriétaires, et on trouve chez la population agricole des divisions de classe qui, tout en donnant lieu à l'appauvrissement de la masse des cultivateurs, produisent en même temps une couche de riches qui tend à faire cause commune avec la classe capitaliste, contre les intérêts de la population agricole en général.

Mais le capitalisme trustard exploite toutes les sections de la population rurale, et le Parti Ouvrier-Progressif cherche à établir une ferme alliance avec la grande majorité

des cultivateurs, fondée sur les besoins économiques communs de la population rurale et de la population urbaine. Le Parti cherche spécialement, à organiser et à amener dans le mouvement unioniste les travailleurs agricoles qui sont les représentants de la classe salariée dans l'agriculture.

Le Parti Ouvrier-Progressif propose un programme de protection de la ferme familiale. Il essaie de faire cause commune avec les cultivateurs et leurs organisations en défendant la ferme familiale contre les ravages du capital trustard, et luttant pour l'extension de crédits aux cultivateurs, en proposant l'électrification des campagnes, en établissant des prix de produits agricoles qui apporteront des revenus adéquats aux familles agricoles non pas au détriment du consommateur urbain, mais aux dépens des riches marchands, commerçants en gros, et des monopoles qui exploitent la population rurale aussi bien.

Le Parti Ouvrier-Progressif cherche à faire naître la compréhension chez le mouvement ouvrier de la nécessité d'établir une alliance parlementaire avec les cultivateurs au moyen de partis ouvriers-fermiers, par des ententes électorales et toute sorte de coopération politique, afin d'élire des gouvernements ouvriers-fermiers capables d'effectuer les réformes démocratiques le plus urgentes dans l'agriculture.

Le Parti Ouvrier-Progressif reconnaît la forte tendance de la part de la population rurale à émigrer vers les villes, tendance qui s'est accentuée depuis le commencement de la guerre. Tout en reconnaissant dans cette

tendance un mouvement progressif vers une technique de production plus perfectionnée, le Parti supporte néanmoins l'adoption d'une politique agricole nationale qui régularise la tendance à quitter la campagne et qui mette fin à la désorganisation existante en établissant une base prospère pour la famille du cultivateur au moyen d'une aide beaucoup plus grande accordée par l'état.

Le Parti Ouvrier-Progressif reconnaît l'avantage d'une plus grande mécanisation de l'agriculture, et déclare que cette mécanisation est dans l'intérêt national. Elle a l'avantage de libérer la population rurale d'un labeur éreintant et peu productif. La ferme familiale a besoin de l'assistance de l'état pour obtenir les machines nécessaires, afin d'éviter que les petits cultivateurs soient écrasés par les gros.

Le Parti s'oppose à la détention de propriété par les propriétaires-fonciers non-résidents, comme étant une forme d'exploitation nuisible au développement et à la production agricole. Il préconise la sécurité de la tenure de la ferme par la famille qui la travaille.

Il déclare que l'avenir de l'agriculture canadienne dépend de la collectivisation de la production agricole. Ceci ne pourra être réalisé que sous le Socialisme, qui libérera les cultivateurs de leur fardeau de dette, mobilisera l'industrie pour aider l'agriculture, abolira l'exploitation des cultivateurs par les capitalistes et augmentera la productivité de la terre et du travail agricole. Le Parti Ouvrier-Progressif s'opposera à toute ten-

tative faite en vue de forcer la population agricole à accepter la possession collective de la terre. Il croit que l'exemple de la production industrielle collective et des accomplissements collectifs de la classe ouvrière sous le Socialisme, suffira pour convaincre la population rurale des avantages qu'il y a à exploiter la terre en commun afin d'utiliser pleinement la machinerie et la technique scientifique.

4. LE CANADA A L'EPOQUE DES GRANDS CHANGEMENTS

Le monde traverse une époque de grands changements. La guerre du peuple est en train de donner naissance à de grandes forces libératrices. Le peuple affirme sa détermination à l'effet que LES QUATRE LIBERTES doivent prévaloir à travers le monde, et que le chemin s'ouvre vers le progrès bien-ordonné et de profonds changements sociaux.

La taille du Canada a grandi au cours de la guerre du peuple dans les domaines économique militaire et politique. Afin de saisir dans toute leur étendue les immenses possibilités de progrès après la guerre, nous devons examiner les forces motrices de notre progrès passé, ainsi que le caractère des obstacles que nous avons encore à surmonter.

Notre grand pays a été édifié par le travail commun de deux peuples; Canadien-français et Canadien-anglais, avec des groupements venus de plusieurs autres pays. Notre état et notre économie en sont venues à leur forme

actuelle au cours de luttes populaires ardues pour les libertés démocratiques, pour la souveraineté nationale, pour le progrès social et économique. A chaque étape de notre développement, les classes populaires représentant le progrès, ont dû combattre contre les monopoles et la réaction politique.

Ainsi, en 1837 et en 1848 les forces unies des Réformateurs anglo-canadiens et des patriotes canadiens-français, artisans, paysans et professionnels, luttèrent pour les libertés démocratiques. En combattant contre l'oligarchie des spéculateurs, des seigneurs et des gros marchands, les forces populaires cherchaient à balayer les obstacles de la féodalité et du despotisme politique qui l'accompagnaient. En obtenant le gouvernement responsable et l'égalité politique formelle du Canada-français on a ouvert la voie au développement du capitalisme industriel moderne.

La Confédération de 1867 incorpora le principe du gouvernement responsable; elle exprima la maturité croissante du capitalisme industriel, l'obtention de l'autonomie commerciale, l'établissement de l'état national canadien "d'une mer à l'autre". Par sa forme fédérale, le nouvel état accorda l'état autonome exigé par les Canadiens-français. En même temps la nouvelle Constitution souffrit de certaines limitations, dans la Chambre-Haute non élective, et dans le manque de garanties spécifiques de légalité nationale canadienne-française.

Sous le régime de Laurier et dans les années qui ont suivi la guerre de 1914-18 le

sentiment populaire en faveur d'une véritable souveraineté canadienne a triomphé sur les tentatives de centralisation impériales: le résultat de cette lutte est incorporé dans le Statut de Westminster de 1931.

Dans l'espace d'un siècle le Canada avait évolué de l'état de colonie luttant pour le droit de se gouverner par elle-même, jusqu'à la position d'un état autonome au sein du Commonwealth britannique. Ce développement fut à la fois le produit et l'expression de l'expansion immense de nos forces productrices et des changements correspondants dans les rapports de classes.

La force motrice dans cette transformation de notre économie a été le capitalisme. Il a écarté la production primitive de l'artisanat agraire de l'ancienne colonie, la remplaçant par l'appareil industriel et la technique moderne de nos jours. Mais depuis un quart de siècle, le capitalisme canadien est entré dans la phase de sa crise finale. Les forces productives exercent une pression impérieuse dans le sens d'une transition vers de nouveaux rapports productifs. La lutte du peuple contre les monopoles et contre la réaction marche vers une nouvelle décision qui cette fois-ci sera définitive.

Le Canada est arrivé au stade suprême du capitalisme — l'impérialisme. Le capitalisme des monopoles, produit de la fusion des capitaux bancaire et industriel, a remplacé la libre concurrence du siècle dernier et domine toute l'économie. Du stade impérialiste le pays ne peut progresser qu'en passant au Socialisme. La mission historique de la classe

ouvrière canadienne consiste à guider le peuple vers la transformation du système existant en système socialiste.

Cette guerre du peuple a raffermi la volonté des peuples des pays avancés et des colonies de ne plus jamais revenir après la victoire aux conditions intolérables de l'avant-guerre. Le peuple canadien a dû comparer les conditions tragiques des années de 1930, du chômage et de la dépression déclanchées par les trustards propriétaires des banques et des industries, avec l'extension formidable de notre capacité productive en temps de guerre. Le peuple est bien décidé que les monopoles doivent être mâtés une fois la guerre gagnée et que les entreprises construites et financées par la nation ne doivent pas être fermées ni données aux trustards après la guerre.

Le peuple exigera des réformes fondamentales au cours de la reconstruction de l'après-guerre, pour maintenir et élargir notre capacité industrielle, pour relever le niveau de l'agriculture, et pour développer de façon vigoureuse les vastes ressources minérales, forestières et hydrauliques de la chaîne Laurentienne et des territoires du Nord-Ouest.

Les aspirations progressives du peuple canadien reçoivent un encouragement et une inspiration des batailles magnifiques livrées par l'Union Soviétique contre l'hitlérisme. Les Canadiens ne peuvent éviter de réfléchir longuement sur le fait que la force de l'Union Soviétique qui a tenu tête à la puissance militaire et industrielle de toute l'Europe,

provient de son système socialiste. Ce système dans une seule génération a transformé l'Empire tsariste arriéré et illettré en un immense rempart de la civilisation qui a porté des coups mortels aux ennemis fascistes de l'humanité.

Au cours de cette guerre pour l'indépendance, la classe ouvrière et le peuple doivent dans l'intérêt de leur survivance resserrer leur rangs et marcher de l'avant vers les réformes fondamentales qui seules rendront possible une ère de sécurité et de libération de la misère, de l'oppression et de la guerre.

LE SOCIALISME, LA SOLUTION FINALE

Le Parti Ouvrier-Progressif déclare que la solution définitive des grands problèmes sociaux, économiques et politiques du peuple canadien réside dans l'adoption du Socialisme, et que c'est la tâche historique de la classe ouvrière de guider le peuple à cet objectif. Comme classe qui est destinée à organiser le nouveau système socialiste, la classe ouvrière a l'heure de crise actuelle le devoir de tout subordonner à la lutte pour la victoire sur le fascisme. Elle doit également voir à ce que la victoire dans la guerre soit suivie d'une période continue d'unité nationale et internationale pour les tâches d'une reconstruction paisible et ordonnée. Sur ce chemin la classe ouvrière canadienne marchera vers le but suprême du Socialisme.

Le Socialisme, c'est la possession collective de tous les grands moyens de production et de distribution des nécessités de la vie: les usines, les mines, les banques, les systèmes

de transport et de communication, les ressources naturelles. C'est le transfert de la propriété des grandes industries des mains d'une poignée de trustards au peuple: la conversion des moyens de production en propriété publique. C'est la libération de l'ouvrier industriel; de l'exploitation par le capitalisme, du petit cultivateur; de la domination des trusts et des hypothèques, du petit commerçant; de l'emprise des monopoles.

Le Parti, tout en défendant les intérêts immédiats des travailleurs, a le devoir de leur indiquer les tâches de l'avenir, et de dissiper les illusions réformistes qui pourraient obscurcir ou nier l'envergure et la complexité de la transformation à accomplir.

S'imaginer que les tâches immédiates et futures puissent s'accomplir sans la direction du Socialisme scientifique, sans l'unité et la conscience politique développée de la classe ouvrière, ou que les avantages du socialisme puissent être obtenus sans abolir le capitalisme — c'est subir l'influence des idées capitalistes qui s'infiltrèrent dans le mouvement ouvrier. De telles illusions sont transmises et diffusées au sein du mouvement ouvrier par les disciples du réformisme petit-bourgeois.

Le Parti demasque, la propagande illusoire à l'effet que l'anarchie et l'exploitation capitaliste puissent être abolies par de simples réformes. Tout en luttant inlassablement pour toutes les réformes capables de renforcer la démocratie, de freiner les monopoles, et favorisant en certains cas, la nationalisation de tel ou tel monopole, le Parti répudie l'illusion selon laquelle l'achat ou la nationalisation

par le gouvernement des monopoles individuels constitue le Socialisme. Le problème qui confrontera le peuple canadien une fois qu'il aura décidé dans sa majorité à établir le Socialisme, sera celui d'enlever aux trustards les industries et les ressources qu'ils ont accaparées, et de les rendre à leurs véritables propriétaires, le peuple canadien.

Une telle transformation fondamentale, qui sera la conséquence inévitable de la marche en avant du peuple canadien, ne peut se réaliser que par la volonté de la majorité des Canadiens. En société socialiste la volonté du peuple souverain guidé par la classe ouvrière, la classe la plus avancée, prévaudra dans les domaines de l'économie et de la démocratie politique. Le peuple canadien sera appelé à former un gouvernement socialiste, gouvernement d'ouvriers et de fermiers, gouvernement du, par et pour le peuple. Ce gouvernement aura comme tâche primordiale la transformation des forces productives du pays en propriété socialiste et la consolidation du Socialisme. Ce gouvernement sera forcément obligé d'adopter les mesures nécessaires à la protection du peuple contre les tentatives des trustards ou de leurs agents qui voudront rétablir l'ancien ordre des choses. Telle a été l'expérience historique à chaque fois qu'un nouvel ordre social a été établi par une classe jusque-là exploitée et opprimée. Tant que le règne de la majorité du peuple n'est pas accepté par la minorité déplacée, la sécurité de la propriété socialiste et de la démocratie exigera des mesures préventives pour empêcher un coup d'état minoritaire.

Le premier stage du Socialisme accomplira l'émancipation du peuple du régime des capitalistes. Le second stage du Socialisme; le Communisme, sera atteint lorsque les racines du capitalisme auront été détruites et que les principes du travail collectif feront partie de la vie normale de tous les citoyens, et que le principe communiste: "De chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins", sera devenu une réalité. Ce sera l'augmentation énorme de la production, la croissance culturelle, et le développement des moeurs de la collectivité qui amèneront ce stage de développement social. Cette vaste transformation remplira toute une époque de la vie canadienne.

La classe ouvrière établira son état socialiste. La forme historique de l'état socialiste a été démontré dans la vie par l'expérience du peuple soviétique. Un tel état sera l'expression organisé de la majorité du peuple, ce sera une forme d'état plus élevée et infiniment plus démocratique que la démocratie capitaliste, actuelle, qui est limitée, par sa division en classes d'exploiteurs et d'exploités. Cet état établira le droit constitutionnel de chaque Canadien au travail, aux loisirs, à l'instruction gratuite, à la liberté religieuse, à la sécurité sociale. Ce sera un état dont le but proclamé sera celui d'une société sans classes, et l'abolition éventuelle de l'état en temps qu'institution sociale, lorsqu'on sera arrivé au second stage du Socialisme, au Communisme. Le Communisme, le but final des Communistes, signifie l'abolition de toute exploitation de l'homme par

l'homme, l'établissement d'une société sans classes.

5. LE PARTI DE LA CLASSE OUVRIERE DANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

L'objectif final du mouvement politique de la classe ouvrière est l'établissement d'un Canada socialiste.

La classe ouvrière ne peut accomplir son objectif à moins d'avoir son propre Parti, au moyen duquel le mouvement ouvrier et le Socialisme se fusionnent.

Le Parti Ouvrier-Progressif, qui se base sur les principes du Socialisme scientifique, tout en défendant les intérêts momentanés de la classe ouvrière, doit se poser le but de devenir un Parti de masse.

Le Parti Ouvrier-Progressif étudie les expériences des mouvements ouvriers et démocratiques des autres pays, dans l'esprit de l'internationalisme de la classe ouvrière. Cet internationalisme est inséparable du vrai patriotisme. La démocratie canadienne a pris naissance dans la lutte du peuple qui fut livrée dans un esprit de solidarité fraternelle avec les forces démocratiques des autres pays.

Le Club Constitutionnel de Québec en 1791 appuya la grande Révolution française; l'association des Travailleurs Chartistes anglais, aidèrent les patriotes de 1837; des milliers de Canadiens luttèrent sous Lincoln dans la guerre américaine contre l'esclavage.

Aujourd'hui le mouvement ouvrier canadien, qui montre son internationalisme en luttant chez lui pour la pleine égalité nationale du Canada-français et du Canada-anglais, défend les intérêts nationaux en luttant pour l'unité de la classe ouvrière à l'échelle internationale. En reconnaissant les responsabilités mutuelles qui unissent entre-elles les classes ouvrières de tous les pays, il continue une des plus fières traditions de notre démocratie canadienne.

Le Parti Ouvrier-Progressif tout en luttant toujours pour l'unité d'action la plus large, doit développer sa direction indépendante de la classe ouvrière canadienne.

Le Parti est établi comme parti démocratique, gouverné par la volonté de ses membres dont les décisions, une fois établies, sont obligatoires pour tous ses membres. Sa reconnaissance de la nécessité d'une discipline volontaire comme base démocratique de la discipline collective apporte un élément nouveau au mouvement ouvrier canadien.

Le Parti comprend que le travail vers le Socialisme exige une lutte conséquente pour élargir la démocratie dans les conditions de régime capitaliste. Tout en reconnaissant la nécessité de la transformation historique du Canada en pays socialiste, il lutte pour des réformes démocratiques dans les conditions présentes. Mais à l'encontre des opportunistes, il reconnaît que la valeur de ses réformes ne consistent pas seulement en bien faits matériels, mais aussi dans le fait que la lutte pour les obtenir permet à la classe ouvrière de s'avancer vers des formes supéri-

eures d'organisation politique, et d'apprendre par sa propre expérience la nécessité de la transformation socialiste de la société.

C'est dans ce sens fondamental que le Parti Ouvrier-Progressif lutte contre les illusions sociales-réformistes. Cette idée, qu'on puisse obtenir le Socialisme en retenant la propriété capitaliste des moyens de production, reflète la pression des idées bourgeoises sur la classe ouvrière. Elle affaiblit le mouvement ouvrier, lui enlève son indépendance de pensée et d'action, le paralyse dans la lutte contre la réaction politique.

Le Parti Ouvrier-Progressif prend position sur toutes les questions affectant le peuple canadien. Il examine les rapports de classes, et formule sa tactique à la suite d'une évaluation réaliste du jeu des forces sociales. Il le fait à la lumière de son point de vue philosophique que est celui du matérialisme historique: la reconnaissance du fait que ce sont les conditions de vie des hommes qui déterminent leurs idées, et non pas le contraire. En évaluant de façon réaliste les faits objectifs de la vie sociale, en basant sa politique et sa tactique la-dessus, et non pas sur des idées sectaires et préconçues, la classe ouvrière sera capable de changer ses conditions de vie et pourra éventuellement transformer le monde par l'exercice conscient de sa puissance politique organisée.

Le Parti Ouvrier-Progressif rejette la conspiration et le secret comme méthodes politiques. Il ne dissimule pas ses vues, il place chaque membre dans l'obligation de faire connaître en tout son programme au peuple.

Le Parti Ouvrier-Progressif énonce ses opinions au sujet des activités éducationnelles et organisationnelles de la classe ouvrière. Il favorise la discussion publique la plus large de tous les problèmes. Il affirme le principe de la reconnaissance publique des erreurs, la pratique de l'auto-critique qui permet de corriger les erreurs.

Le Parti s'efforce consciencieusement de développer les qualités de direction parmi la classe ouvrière, envisageant ses qualités comme appartenant au mouvement ouvrier tout entier.

Le Parti Ouvrier-Progressif dénonce de façon catégorique l'emploi de la force et de la violence comme moyens d'imposer au peuple canadien une forme de gouvernement ou un système économique quelconque. Ce sont les monopoles et non pas le mouvement ouvrier qui engendrent la force et la violence, et qui sont la source du fascisme, l'expression la plus extrême de la violence. La violence est le moyen par lequel des cliques de trustards anti-sociaux et anti-démocratiques cherchent à maintenir leur pouvoir quand tous les autres moyens de contrôle et d'incrimination ont failli. C'est le moyen par lequel un système social en décadence cherche à se perpétuer.

Le Parti Ouvrier-Progressif défend les institutions populaires, gagnées par la lutte démocratique du peuple canadien. Il prend part à l'amélioration et au remaniement de ses institutions en accord avec les conditions changeantes. Il nomme ses propres candidats pour les élections aux postes publiques. Il

défend la Constitution et les Statuts du Canada contre les attaques de minorités réactionnaires. Il se base en tout temps fermement sur la majorité de la classe ouvrière et sur les intérêts du peuple en général.

Dévoué à ces grands principes, profondément conscient de sa responsabilité en les posant devant le peuple canadien dans son programme politique, le Parti Ouvrier-Progressif traduit les véritables intérêts immédiats et futures du Canada et de son peuple. Il cherche à inculquer une reconnaissance profonde, de la richesse des ressources humaines et matérielles du Canada, et une fière détermination à l'égard du travail de pionnier qui reste encore à faire. Il est le champion de la fraternité la plus étroite entre les Canadiens de toutes les origines. Il se consacre à l'épanouissement de la culture canadienne, au libre développement avec l'aide de l'état, de la science, de la technique, de l'art, de la littérature, de la culture et de l'éducation. Il reconnaît que le développement de toutes ces expressions de notre esprit national, est en même temps une contribution à la richesse culturelle de l'humanité. Il est l'adversaire irréductible de l'étroitesse et de l'isolationisme en politique, culture et pensée sociale. Il défend résolument la liberté de culte et de conscience.

Pour la réalisation de ce destin national et dans la fraternité de tous les démocrates canadiens, le Parti Ouvrier-Progressif s'établit et appelle tous ceux qui appuient ce programme de s'enrôler dans ses rangs. **POUR VICTOIRE, L'UNITE, LA LIBERTE!**

Deacidified using the Bookkeeper process.
Neutralizing agent: Magnesium Oxide
Treatment Date: July 2006

PreservationTechnologies

A WORLD LEADER IN PAPER PRESERVATION

111 Thomson Park Drive
Cranberry Township, PA 16066
(724) 779-2111

BNQ



C 000 114 416

IMPRIME PAR GANDALL PRINTING CO.



25